

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 252 - VENDREDI 17 AVRIL 2015

PÂQUERETTE TOURISTE

Les Africains qui sombrent en Méditerranée feraient du tourisme social ?!
À 1 000 € l'aller ?
Quand un billet Tunis-Palermo en ferry coûte moins de 100€ ? ●

AGENDA MILITANT

→ 18 avril

Rennes [Peut-on annuler la dette ?](#)

→ 26 avril

Lyon [Chantiers d'espoir](#)

→ 29 avril

Martigues [Presse, le pluralisme menacé](#)

→ 7 mai

Paris [Vaches maigres pour les jeunes](#)

→ 9 mai

Gennevilliers [Reprenons l'initiative](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Élections**

[Comment déverrouiller ?](#)

Gérard Perreau-Bézouille

→ **Territoires**

[Vers un nouveau renforcement des inégalités territoriales ?](#), François Asensi

→ **Monde**

[Soutien du peuple sahraoui, Ensemble !](#)

Vers un *Patriot Act* à la française

Sous couvert de la nécessaire lutte contre le terrorisme, le gouvernement entend faire adopter une loi liberticide, en usant d'une procédure accélérée pour escamoter les vives critiques de la presse, des associations et des syndicats. Le nouvel arsenal intrusif a pourtant de quoi faire pâlir les défenseurs des libertés : "capteurs" pour les mobiles, balisage de véhicule, micros et vidéo dans des lieux privés, "boîtes noires" chez les opérateurs internet ...

D'autant que bien au-delà du terrorisme, ces dispositifs s'étendront à l'intelligence économique, à la recherche technologique et à la surveillance des mouvements sociaux. Au prétexte de possibles violences collectives, un syndicaliste pourrait ainsi être placé sur écoute, comme le souligne le syndicat des avocats de France. Les militants antinucléaires ou les journalistes tout autant, au motif des « *intérêts essentiels de la France* ».

Certes, des garde-fous sont prévus, mais de nombreuses voix soulignent leur insuffisance. Le président de la commission de contrôle des interceptions de sécurité juge ainsi que la nouvelle Commission créée, la CNCTR, « *affaiblit le contrôle des activités de renseignement* » : son avis sera consultatif et, dans les situations d'urgence, le Premier ministre décidera seul. Avec le juge antiterroriste Marc Trévidic, on peut regretter que ce dispositif disproportionné soit entre les mains de l'exécutif et donc hors de contrôle du juge judiciaire.

D'évidence, la menace terroriste s'est dangereusement renforcée dans notre pays. Elle réclame des mesures de sécurité efficaces, à côté d'une action résolue contre les causes du djihadisme en France et dans le monde. D'efficacité, parlons-en. Les tragiques attentats de ces derniers mois ont concerné des individus parfaitement identifiés par les services de renseignement. Les failles dans notre sécurité intérieure s'expliquent-elles par un manque de dispositifs ou par la non-application de l'arsenal existant faute de moyens dans le cadre de l'austérité budgétaire ?

En septembre dernier, je m'étais refusé à voter la loi contre le terrorisme car elle bafouait les libertés par des mesures d'exception. L'adoption de cette nouvelle loi sur le renseignement marquerait une nouvelle victoire du camp de la peur. À juste titre, le monde entier s'est ému des dérives de la NSA et de cet après-11 septembre pastichant 1984 d'Orwell. La France se grandirait à tracer une autre voie, en refusant le sacrifice programmé de ses libertés démocratiques.



● **François Asensi**
Député de Seine-Saint-Denis

Les enjeux d'une analyse des religions comme construit social

**“Opium du peuple”, réactionnaires ?
Stéphane Lavignotte invite ici
à considérer les religions
comme un construit social et culturel,
une réalité changeante et multiple,
traversée par la lutte des classes.**

Penser les religions depuis la gauche

Dans les années 60, une génération se politise en se mobilisant contre les guerres d'Algérie puis du Vietnam. Parmi eux, des jeunes chrétiens qui rejoindront les forces de gauche. Cinquante ans après, à l'été 2014, des jeunes musulmans manifestent dans la rue pour la Palestine. À côté d'une minorité ultra-réactionnaire, une majorité, notamment des jeunes femmes, s'opposent aux premiers et connaît ses premières mobilisations. Mais la gauche, tétanisée par la voile qu'elles portent, passe à côté de la politisation de cette génération. Non seulement la gauche ne sait plus leur parler, mais elle les oblige à cacher leur foi quand ils sont – bien plus nombreux qu'on ne croit et qu'ils ne le croient eux-mêmes – membres de ses organisations. Comment la gauche a-t-elle à ce point perdu le contact avec les croyants progressistes, et notamment ces jeunes générations musulmanes, alors qu'elle s'est construite tout au long de son histoire avec eux : des courants du socialisme utopique du XIX^e siècle aux “chrétiens de

gauche” des années 70, en passant par “la main tendue” de Thorez en 36 et à la fraternité de « *celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas* » pendant la Résistance ?

**À côté d'une minorité
ultra-réactionnaire,
une majorité, notamment
des jeunes femmes,
s'opposent aux premiers
et connaît ses premières
mobilisations.
Mais la gauche, tétanisée
par la voile
qu'elles portent, passe
à côté de la politisation
de cette génération.**

Panique à babord

La gauche a perdu la main car elle ne sait plus penser par elle-même la question religieuse. Elle se laisse imposer le voca-

bulaire et les raisonnements de la droite et de l'extrême-droite, qui n'hésitent pas à dire en même temps et en toute illogisme qu'il faut défendre la laïcité et l'identité chrétienne de la France contre l'Islam, et fait appel aux musulmans quand il s'agit de combattre les abécédaires de l'égalité, le mariage pour tous ou faire tomber les mairies communistes de Seine-Saint-Denis.

De la même manière, face à la pluralisation et la desinstitutionnalisation du religieux (voir encadrés), elle semble perdue. Dans un très pertinent texte de critique de mon livre, Samy Joshua demandait : « *La proclamation de la croyance en une entité supérieure est majoritaire ou même la référence au christianisme est toujours largement répandue ? Mais quand les mêmes ne sont plus que 20 % à penser que Jésus est fils de Dieu, c'est quoi le christianisme ?* ». Dans une vision catholique institutionnelle, le christianisme, c'est notamment la croyance en un certain nombre de dogmes, dont celui-là, que défend l'institution. Mais au nom de ●●●



Stéphane Lavignotte est pasteur de la Mission populaire évangélique à Gennevilliers (92), président du Mouvement du christianisme social. Militant écologiste, il est membre d'Ensemble ! Dernier ouvrage paru : *Les religions sont-elles réactionnaires ?* Textuel 2014, 139 p., 13,90 €.

●●● quelle légitimité, sinon d'habitude, laisserions-nous une institution qui ne réunit régulièrement que 8 % des gens qui se réclament du catholicisme définir seule ce qu'il est ? On peut légitimement se demander si le point de vue des catholiques sur le mariage pour tous, c'est le "non" de l'institution ou le "oui" à 61 % des catholiques (toutes catégories confondues dans le sondage BVA d'avril 2014 déjà cité), comme le défendit dans le débat le journal chrétien progressiste *Témoignage chrétien* ? Idem sur l'IVG où le "oui" monte à 91 %.

Marx, Engels, Gramsci, Bloch (...) ont décrit les religions comme des faits dialectiques (...) traversés par la réalité de la lutte des classes et porteurs d'imaginaires potentiellement subversifs quand les opprimés s'en emparent.

Une théologie devenue démocratique ?

« Quand les mêmes ne sont plus que 20 % à penser que Jésus est fils de Dieu, c'est quoi le christianisme ? » Eh bien, le christianisme, c'est ce en quoi les gens qui se définissent comme chrétiens croient, et il est temps de les écouter - y compris dans nos organisations - et non

pas de laisser le monopole de la parole aux institutions, ce qui en arrange bien certains puisque cela avalise leur cliché que "La-religion est réactionnaire".

Nous sommes en plein dans la naissance et la revendication - et nous devrions politiquement la soutenir - d'une "théologie démocratique" ●●●

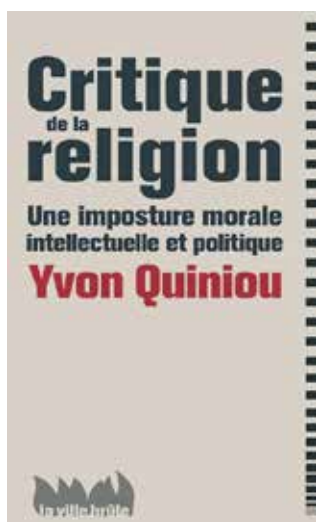
Religieux sans Dieu ?

55 % des Français croient en Dieu... mais 75% déclarent une religion. Mauvaise réponses ou mauvaises questions ?

Dans un sondage effectué en 2011 pour le Journal du Dimanche, l'IFOP a mis en avant que la croyance en Dieu concerne encore aujourd'hui une majorité de Français (56%). Ce résultat est stable depuis 2004 : 55 % des personnes interrogées par l'Ifop pour le JDD. Le chiffre a certes diminué depuis 1947, année pendant laquelle 66 % se disaient croyants, mais moins qu'on pourrait le penser. La grande différence avec 1947 est dans le passage de l'agnosticisme à l'athéisme : en 1947, 14 % ne se prononçaient pas et 20 % ne croyaient pas ; en 2004, les non-croyants sont passés à 44 % et 1 % seulement ne se prononçaient pas. En 2011, plus personne ne se définit comme "ne se prononce pas" sur la question de Dieu, le nombre de non-croyants est stable, les croyants ont augmenté d'un point. La croyance est plus répandue chez les femmes (61 %) que chez les hommes (51 %). 47 % des ouvriers et 58 % des employés se déclarent croyants. Les moins croyants sont les professions libérales et cadres supérieurs (46 %). 47 % des moins de 25 ans croient contre 66 % des plus de 65 ans. À droite, 67 % sont croyants, tandis que la gauche se divise en deux parties égales de 50 % entre croyants et non-croyants !

7 % des personnes interrogées se déclarent musulmanes, 4 % protestantes, 2 % juifs et 1 % d'une autre religion. On peut noter deux petites surprises. Alors que seulement 56 % des Français se disent croyants, 61 % se déclarent catholique et le total des personnes déclarant une religion est de 75 %. 44 % ne croient pas en Dieu mais 25 % seulement ne déclarent aucune religion. Ainsi, à l'inverse, cela signifie que presque la moitié des personnes disant ne pas croire en Dieu déclarent une religion. La religion apparaît donc pour un nombre très important de Français comme autre chose qu'une croyance en Dieu : une appartenance ? Le lien avec une histoire ? Un ensemble de valeurs ? À moins qu'il n'y ait, comme souvent dans les sondages, un problème : et si c'était le terme "croire en Dieu" qui, aujourd'hui, ne permettrait plus de rendre compte des convictions des personnes sur ce sujet ?

St.L.



Yvon Quiniou et Stéphane Lavignotte ont débattu de ces questions, entre autres dans un face à face de *L'Humanité* (<http://www.humanite.fr/faut-il-relancer-la-politique-de-la-main-tendue-en-direction-des-croyants-553673>). Sur son blog, Stéphane Lavignotte renvoie à d'autres contributions au débat (<http://blog.stephanelavignotte.fr/post/2014/09/10/%22Les-religions-sont-elles-r%C3%A9actionnaires-%22-%28Textuel%29>).

qu'Eric Fassin évoquait dans la préface qu'il avait donné à mon livre *Au-delà du lesbien et du mâle, la subversion des identités dans la théologie queer d'Elizabeth Stuart* (Van Dieren, 2008). Et cela n'est pas

moins valable dans l'Islam sunnite (majoritaire) où il n'existe pas de clergé et où chaque croyant est donc responsable personnellement devant Dieu et - de fait - choisit ses propres autorités de référence.

Pourquoi la gauche a-t-elle tant de mal à se saisir de cette opportunité ?

La gauche dans un piège religieux

Ne s'est-elle pas laissée piéger par une vision religieuse de la religion ? Beaucoup d'intervenants dans le débat donnent l'impression qu'il existe "la religion", vue comme une réalité monolithique, une essence hors du social. Une lecture laïque, non religieuse, signifierait au contraire appliquer à ce thème les outils intellectuels - l'histoire, la sociologie, la philosophie, l'anthropologie - qui,

"Élargir la palette de ce qui peut s'exprimer"

« La Bible, comme les mythes, les textes poétiques, à la manière des romans, de la peinture ou des chansons populaires, permettent de dire le profond de l'homme, de sa noirceur comme de sa rêverie, de ses espoirs comme de son désarroi, de ses espérances... Pourquoi la référence biblique ou coranique ne prendrait pas place à côté de l'ensemble des références culturelles, de *l'Illiade et l'Odyssée*, des textes de Marx... ou du *Petit Chaperon Rouge* ?

Cela implique que, dans le débat, les croyant-e-s n'exigent pas, pour leurs références spirituelles, le privilège de vérité surplombante. Qu'ils acceptent qu'elles puissent être critiquées, comme n'importe quels arguments ou références amenés dans la discussion, acceptés ou rejetés en fonction de leur cohérence avec l'ensemble des valeurs communes. Qu'ils s'interdisent d'utiliser l'accusation de blasphème contre les critiques de la religion. Cela implique à l'inverse que les non-croyant-e-s ne les rejettent pas d'emblée, sans entendre ce que ces

références donnent à penser, pourraient leur dire.

Dans cette approche où les croyant-e-s ne revendiquent pas de privilège de transcendance pour ces textes, ils apparaissent comme une référence de plus dans le débat, pas moins, pas plus légitime qu'une autre.

Laisser une place à la dimension croyante de la culture militante, cela veut dire des efforts à faire. Mais cela signifie aussi qu'en élargissant le canon de ce qui est légitime dans le débat, on réduit les inégalités entre ceux et celles qui maîtrisent les références classiques, blanches, bourgeoises, etc., et les autres. Élargir la palette de ce qui peut s'exprimer, se dire et se débattre, c'est se donner la possibilité collective de penser plus, d'agir plus nombreux-ses et plus complètement, vers un monde plus riche d'autre chose que d'argent et de biens manufacturés. »

Extrait de : Héloïse Duché et Stéphane Lavignotte, "Anticapitalistes et croyant-es, t'y crois toi ?", octobre 2010, <http://www.contretemps.eu/interventions/croyants-anticapitalistes-tu-crois-toi>

Outre l'enjeu d'une gauche plus inclusive, plus ouverte à la diversité des références convictionnelles qui comptent réellement pour les personnes, il s'agit aussi d'accueillir des questions qu'elle a trop tardé à se poser.

depuis les lumières, permettent de faire sortir les réalités collectives de la « nature » pour les penser comme des faits culturels et sociaux, donc changeant suivant les lieux, les époques, les évolutions sociales, le travail des croyants dans les religions, les interactions avec le reste de la société. Parmi ces outils ●●●

●●● intellectuels, il y a les réflexions de Marx, Engels, Gramsci, Bloch qui ont décrit les religions comme des faits dialectiques – qui ne sont pas condamnés à être réactionnaires, peuvent devenir révolutionnaires – traversés par la réalité de la lutte des classes et porteurs d'imaginaires potentiellement subversifs quand les opprimés s'en emparent. La gauche doit "dé-essentialiser" sa vision de la religion : ne plus la penser comme une essence, mais un fait social.

Dans le contexte français, cela signifie aussi "dé-catholiciser" notre façon de voir les religions. S'apercevoir que, bien souvent, sans s'en apercevoir, c'est en catholiques que nous pensons les faits religieux. Par exemple : s'énervier et prendre pour un signe d'arriération le

fait de donner de l'importance aux rites quotidiens (habillement, nourriture...) parce que le christianisme l'a lui-même relativisé. Autre exemple : croire que la religion est "une" comme voudrait le faire croire le dogme catholique, alors qu'elle est diverse à l'extrême – un catholicisme des ouvriers, un autre des patrons, celui des "pratiquants" qui manifestent contre le mariage pour tous, celui des non-pratiquants qui y sont favorables à 58 %.

Des enjeux cruciaux

La gauche doit se réapproprier ses propres outils de pensée, y compris pour analyser les ressorts qui poussent les religions dans un sens réactionnaire : les lectures conservatrices des textes sacrés, la croyance dans un ordre naturel du monde, la charité qui laisse entière

les causes structurelles des injustices, l'institutionnalisation et la bureaucratisation des religions... L'outil historique lui permettra de découvrir comment, depuis des siècles, dans le monde entier des courants croyants ont participé aux luttes pour un monde plus juste : de la guerre des paysans de Thomas Münzer, au moment de la Réforme protestante, aux courants de la théologie de la libération toujours aussi vivants en Amérique du Sud, en passant par les courants chrétiens de gauche en France. Aujourd'hui, il y a des anarchistes chrétiens, des croyants engagés pour la planète, des théologiens et des militants féministe et LGBT musulmans, juifs, catholiques...

L'enjeu est multiple pour la gauche. Comprendre que le clivage ne ●●●

De l'industrie lourde au bricolage actif

Longtemps la sociologie pariait sur une sortie de la religion. Finalement, la foi est toujours là, mais dans des formes de plus en plus diverses... L'éclairage de Mathieu Gervais, doctorant en science des religions à l'École pratique des hautes études (EPHE) et militant du Mouvement du christianisme social. St.L.

« Le paradigme dominant de la sociologie des religions a longtemps été celui de la *sécularisation*. Il s'agissait de lire l'histoire moderne comme un processus de sortie de la religion au profit de la rationalité, politique et scientifique. L'idée générale d'un désenchantement du monde se décline ici dans l'observation d'une emprise décroissante des institutions religieuses sur la société et d'une pratique religieuse en recul. Par exemple en 1960, un Français sur quatre

déclarait aller à la messe tous les week-ends, ils n'étaient plus que un sur dix en 1980 et sont aujourd'hui un sur vingt seulement. De fait, l'influence politique et culturelle directe (consigne de vote par exemple) des institutions religieuses est aujourd'hui complètement marginalisée.

Toutefois, ce paradigme de la sortie de la religion doit être amendé de plusieurs manières. D'abord, il convient de souligner que la baisse de la pratique religieuse ne s'observe de façon significative que dans l'espace européen, ce qui rend problématique l'application d'une analyse en terme de sécularisation dans d'autres régions du monde : aux USA par exemple, 80 % de la population déclare croire en Dieu. En Chine, un autre problème se pose quant à la possibilité d'appeler religion les croyances et pratiques traditionnelles, ce qui pose la question de savoir si nos analyses européennes ne sont pas trop centrées sur ●●●

●●● passe pas entre croyants et non-croyants mais entre progressistes et réactionnaires, y compris dans les religions. Reprendre contact avec sa base sociale populaire, dans laquelle la composante croyante reste forte et se trouve renouvelée par les vagues d'immigrations et ceux des enfants d'immigrés qui se sont réappropriés la foi de leurs parents. Permettre à ses militants de ne plus laisser "au placard" une part importante de leurs convictions. Outre l'enjeu d'une gauche plus inclusive, plus ouverte à la diversité des références convictionnelles qui comptent réelle-

ment pour les personnes, il s'agit aussi d'accueillir des questions qu'elle a trop tardé à se poser.

Les impasses du siècle passé à gauche ne tiennent-elles pas aussi à une vision trop uniquement matérialiste et calculante, qui a fait l'impasse sur le non-utilitaire, comme la beauté, l'amour, l'imaginaire ? À une volonté de tout contrôler, de tout transformer en instrument - y compris les personnes - qui aurait gagné à entendre les alertes de ceux qui pensent que tout ne se maîtrise pas car tout ne dépend pas de nous ? La révo-

lution ne sera-t-elle qu'une affaire de statut de la propriété et de modèle constitutionnel, n'est-elle pas aussi révolution des imaginaires, des valeurs, des convictions profondes ?

La montée de l'islamophobie comme des courants réactionnaires dans le catholicisme et dans l'Islam rendent urgent pour la gauche de penser différemment la question religieuse et de penser une nouvelle politique de la main tendue. Le sujet est compliqué, explosif, il prendra du temps à avancer. Raison de plus pour s'y mettre dès maintenant...

●●● une définition chrétienne de la religion. De plus, en Europe même, si on relève effectivement, depuis les années 1970, un affaïssement des pratiques et des appartenances à tel ou tel culte, les croyances demeurent : en 2005, 52 % des Européens déclaraient croire en Dieu et 30 % croire en une "force spirituelle". En fait, on croit toujours, mais différemment. C'est pourquoi on parle d'*individualisation* et de *dissémination* des croyances : multiplication des contenus des croyances qui se construisent de plus en plus de manière individuelle, comme un choix et non un héritage. Le terme *bricolage* sert parfois à expliquer la façon dont les individus se constituent concrètement des croyances à la carte en piochant dans les différentes ressources religieuses à leur disposition.

Le paysage religieux de nos pays se trouve alors profondément marqué, non par la disparition du religieux, mais par la pluralisation des croyances. Historiquement relativement homogènes sur le plan des croyances, nos sociétés deviennent donc pluralistes sous une triple influence. D'abord, les flux migratoires entraînent une cohabitation entre plusieurs traditions religieuses, on pense par exemple à la religion musulmane en France. Ensuite, la dissémination des croyances voit apparaître de nouvelles pratiques et de nouvelles institutions dont l'aspect religieux peut être questionné (depuis la diffusion du bouddhisme jusqu'à celle de la scientologie). Enfin, l'individualisation propre à notre société s'observe aussi sur le plan des croyances et engendre souvent une *croyance* religieuse qui s'exprime *sans appartenance* à une institution religieuse ("je crois en Dieu mais ne suis pas chrétien, ni musulman,

ni juif..."). Inversement, il est aussi important de relever que les traditions religieuses continuent de revêtir une importance culturelle importante, surtout en période de crise. En effet, si on a pu croire que le développement de la science et de la technique associé à la croissance économique tendaient à désenchanter le monde, la remise en cause de ce projet depuis les années 1970 va avec la valorisation des traditions religieuses comme refuges identitaires. Certains chercheurs parlent même parfois d'*appartenance sans croyance* pour expliquer ce rattachement à la religion. Ainsi, depuis le débat sur les racines chrétiennes de l'Europe, jusqu'à la diffusion de l'islam radical, en passant par les manifestations catholiques contre le mariage pour tous, on constate que l'augmentation des sentiments d'incertitude (sur la définition de nos identités et notre avenir) et d'insécurité (économique et sociale) vont souvent avec la réaffirmation de valeurs religieuses.

Finalement, il existe un consensus sur le déclin de la religion en tant qu'institution qui règle notre vie dans tous ses aspects : en France, le catholicisme n'a plus le poids qu'il avait en 1950. En même temps, on constate des recompositions plutôt qu'une disparition des croyances. Le débat reste alors ouvert sur la définition de la religion, de la religiosité, des croyances, de la spiritualité. Ce qui paraît toutefois certain, c'est la nécessaire réforme d'une lecture historique linéaire qui prédirait la disparition programmée de la religion.

● Mathieu Gervais

10 ans, ça suffit !

2004, interdiction de tout signe ostentatoire - lisez musulman - à l'école, puis extension de l'interdiction dans les services publics, puis 2010 dans l'espace public, puis "Babyloup", puis les agressions multipliées contre les femmes musulmanes, jusque là tout va bien, la République invente la haine décomplexée et hormis les associations de victimes, elle ne rencontre guère d'écueils majeurs à inscrire dans le paysage légal national une suite de dispositifs islamophobes.

L'opposition ne viendra pas de la gauche, alignée au PS, muette au PC, non plus du mouvement féministe alors cruellement divisé.

2015 : nouvelle "affaire" de voile, celle de son interdiction à l'université. Quelques étapes remarquables, au risque assumé de prendre l'hirondelle pour le printemps...

18 février, le député UMP Eric Ciotti dépose une proposition de loi visant à interdire « *les signes et tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse dans les salles de cours, lieux et situations d'enseignement et de recherche des établissements publics d'enseignement supérieur* ».

Prompte à l'alignement, la secrétaire d'État aux droits des femmes, Pascale Boistard, se déclare le 2 mars « *contre* » le voile à l'université. Elle croyait bien faire, reprenant Valls 2013 qui estimait l'interdiction du voile à l'université "digne d'intérêt" (www.lexpress.fr avec AFP, 09 août 2013).

Mais Valls 2015 tranche : « *absolument pas d'actualité* »... on est à quelques semaines des élections départementales. Le camp d'une islamophobie nécessaire à la structuration des inégalités ne se lézarde pas mais le thème, dans ce camp là, semble n'être plus assez gagnant dans l'opinion.

Les 10 ans de "question du voile" ont instrumentalisé les droits des femmes au profit de politiques racistes, aux relents paternalistes et colonialistes.

Une perception partagée :

Selon *Le Figaro* du 6 mars, Dati dénonce la volonté de l'UMP de prôner l'interdiction du voile à l'université. « *Si on veut interdire les signes religieux à l'université, on va faire le coup de poing. (...) Il faut arrêter de délirer.* » Le 18 mars, *La Croix* prête ses colonnes à Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité : « *Pour comprendre pourquoi il est possible de porter le voile - tout comme une croix, une kippa ou un turban - à l'université, il faut revenir au texte et à l'esprit de la loi sur la laïcité de 1905.* » S'il le dit...

2010, dépassé ? Vive riposte parmi les universitaires !

Didier Raoult, biologiste mondialement reconnu, s'insurge : « *Si les politiques en mal de discours racoleur pouvaient nous laisser travailler avec nos étudiants [...] Il ne faut pas jouer au sergent recruteur du djihad !* » *Le Point*, 7 mars 2015.

Le 3 mars, l'Unef, première organisation étudiante, s'oppose à toute interdiction du voile à l'université. Des actes de rébellion aussi. Ainsi, l'interdiction de porter des signes religieux pour les futurs professeurs ne sera pas inscrite au règlement intérieur de l'École supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE) de Créteil. *Le Parisien*, 19 mars 2015.

Et puis la pétition forte¹ qui circule parmi les universitaires avec plus de 2 000 signatures. Sérieusement féministe et antiraciste, portant haut la liberté de pensée d'expression, et le droit de cité, elle pointe les dix ans de «question du voile», qui ont instrumentalisé les droits des femmes au profit de politiques racistes, aux relents paternalistes et colonialistes.

Bienvenues, les hirondelles...



● Catherine Destom-Bottin

1. <http://blogs.mediapart.fr/blog/nacira-guenif/090315/1000-universitaires-contre-l-interdiction-du-voile-l-univer>

Marine le Pen a transformé son père en caméléon



La Présidente du FN et son Lepénosore Diplodocus

La nouvelle a fait l'effet d'un coup de tonnerre : en utilisant un programme antimondialisation, Marine Le Pen a réussi à transformer son père en caméléon. « Le logiciel est russe », a déclaré la Présidente du Front national. « Il m'a été offert par Vladimir Poutine, en même temps que ma carte bleue de la First Russian Bank. » a-t-elle ajouté. « Une carte bleue marine », a vagi le lézard qui, à peine né, possède déjà des éléments de langage.

Pourquoi un caméléon ? Selon un frontiste, cet animal est apprécié des petits commerçants pour son air gobeur et attrape-mouches ; des étudiants en communication pour ses couleurs changeantes ; des fonctionnaires pour sa carapace ; des homosexuels pour son originalité ; des chirurgiens libéraux pour la froideur de son sang. Bref, ce saurien est mieux qu'un furet : il passe partout, mais change d'apparence en fonction du terrain. Il est prisé aussi bien des retraités de Fréjus que des salariés de Lille, des chômeurs d'Hénin-Beaumont que des restaurateurs de Marseille. Tous utilisent ce Godzilla pour repousser des ennemis extérieurs et les étrangers.

La capacité du caméléon à changer de couleur est due à la présence de pigments colorés sous la peau qui apparaissent lorsque les poumons de l'animal sont remplis d'air national. La spécificité du caméléon lepéniste est d'avoir supprimé le pigment noir pour ne garder que le bleu, le rouge et le brun. Si ce

changement de couleur est d'abord un mécanisme de communication sociale, destiné à marquer la colère et l'agressivité, il peut être secondairement utilisé dans un but de camouflage.

Toute l'astuce de la mutation a consisté pour la fille à enfanter d'un caméléon à la mâchoire moins exterminatrice pour les arbres de Judée, mais gardant une puissance de nuisance pour les arbres de Brousse et les Palmiers. Les dents groupées en deux blocs complémentaires, l'un abrasif, l'autre coupant, assurent en effet une prise destructrice sur ces branches.

Mais c'est surtout pour la langue du caméléon que la fille a remplacé son père, dont elle trouvait l'appendice buccal trop fourchu. « Mon caméléon a désormais une langue protractile. » a-t-elle précisé. « Il peut attraper ses prises à distance. Sa langue est rangée dans la bouche à la différence de celle de mon père. Et il peut la projeter avec précision sur ses proies pour les ramener dans sa gueule. » Son extrémité est couverte d'un mucus gluant.

Comme la plupart des caméléons, celui obtenu par la mutation lepéniste est d'origine africaine. L'affaire désole en privé la Présidente du FN. Anthropophage, elle a décidé de bouffer le dinosaure.

● **Philippe Stierlin**





Günter Grass, François Maspero, Eduardo Galeano

Cette semaine nous ont quittés trois fortes personnalités, trois intellectuels qui ont marqué notre formation et la culture de notre époque.

François Maspero, le militant, le libraire, plastiqué par l'OAS, l'éditeur courageux, l'écrivain talentueux. Nous avons été nombreux à découvrir à travers ses petits livres incisifs et élégants des textes essentiels de Rosa Luxemburg, Guevara, Althusser, Poulantzas et bien d'autres. En franc-tireur, par des voies différentes de celles empruntées par les intellectuels du PCF, il a fortement contribué à faire vivre la culture anticolonialiste, critique et révolutionnaire des années soixante-dix.

Günter Grass n'a pas eu le même parcours. La plupart voyaient en lui, avec Böll, l'un des principaux écrivains allemands de l'après-guerre. Ses romans lestés d'histoire interrogent la conscience allemande mais ils composent aussi un banquet imaginaire de mots, somptueux et truculent. Il aura connu de son vivant la gloire et les avanies. Je me souviens de l'avoir rencontré dans les années quatre-vingts, à La Haye, lors d'une des premières rencontres entre écrivains de l'Ouest et de l'Est. Les caméras ne le lâchaient pas... Mais cette gloire ne l'a pas empêché de se mettre à dos les médias quand il a osé critiquer par exemple la politique d'Israël envers les Palestiniens.

Enfin, Eduardo Galeano. Je l'avais rencontré à Paris en 1992, lorsque nous avons décidé de publier dans la collection Libres propos des éditions Messidor *Amérique, la découverte qui n'a pas encore eu lieu*. Il avait des allures d'hidalgo révolutionnaire. Beaucoup de prestance alliée à une grande simplicité. L'auteur des *Veines ouvertes de l'Amérique latine* était l'un des intellectuels les plus lucides, des plus brillants et en même temps des plus populaires de l'Amérique latine. Je l'ai revu, il y a trois ans, alors qu'il présidait le Jury de la Casa de Las Americas. Fidèle à lui-même et toujours aux côtés du mouvement d'émancipation des peuples. Inlassable dénonciateur de l'impérialisme et de l'exploitation du continent, il fut aussi, à travers ses récits et ses colages (il faut lire par exemple son *Livre des étreintes*) un *libertador* des puissances de l'imagination.

● Francis Combes



DELICIEUX

Dépérissement, démocratisation radicale ou dépassement de l'État



« Peut-on, et comment, envisager le "dépérissement de l'État" ? Faut-il le réformer en profondeur ou faut-il progressivement faire passer, transformer ses prérogatives en construisant un autre type de citoyenneté ? Comment éviter que le dépassement de l'État aboutisse à un émiettement de l'alternative et à produire de l'incohérence ? Cet objectif doit-il s'envisager une fois que le pouvoir d'État a changé de main ou est-il une visée ayant des effets immédiats sur

les comportements et sur la vie politique ? »

Ce nouveau numéro d'*Altercommunisme*, regroupe les interventions des participants à la séance du séminaire Communisme de mai 2014.

À paraître fin avril le numéro 11 sur "Peuple, nation, identités collectives, racisme...".

“Redéfinir la démocratie ? Redéfinir la politique ?”



« Comment ne pas laisser les institutions aux néolibéraux et aux sociolibéraux ? Comment ne pas se faire manger par les logiques institutionnelles ? Ces enjeux sont les deux faces d'un même questionnement sur les rapports entre émancipation et démocratie. Ils ne concernent pas seulement les élus, qui cherchent à élargir le champ des possibles malgré les contraintes ; ils appellent une nouvelle façon de concevoir l'action politique en général. Quels axes fondamentaux du communisme peuvent-ils être des points d'appuis pour cela ? »

Cette nouvelle séance du séminaire Communisme a lieu **Samedi 9 mai de 9h45 à 12h**

Elle sera suivie de **deux ateliers de 14h à 16h30 :**
 - **“Vers un Manifeste communiste ?”**
 - **“Vers un ouvrage collectif sur le communisme ?”**
 puis d'un temps de mise en commun.
 Buffet sur place à 12 h – inscription (nécessaire !) auprès de oside1@orange.fr
 Plus sur www.communistesunitaires.net

Ne souriez pas...

vous êtes écouté-e-
vous êtes filmé-e-
vous êtes lu-e-s.

Plus encore et légalement avec la loi sur le renseignement, en discussion au pas de charge à l'Assemblée depuis le 13 avril.



● **Fourre-tout pour la santé.** L'Assemblée nationale a adopté mardi 14 avril en première lecture le projet de loi sur la santé. Grand fourre-tout, il comporte des dispositions aussi bien positives que problématiques ou à l'efficacité incertaine. Du côté positif, l'adoption de la généralisation progressive (d'ici fin 2017) du tiers payant, qui doit permettre au patient de ne plus avancer les frais d'une consultation en médecine de ville (la droite s'y est opposée, soi-disant au nom du risque de déresponsabiliser ainsi les patients !); l'encouragement au don d'organes, sauf volonté expresse exprimée par la personne de son vivant; l'ouverture du don du sang aux hommes homosexuels (malgré l'avis contraire du Comité consultatif national d'éthique); la mise en place d'« une expérimentation de salles de consommation de drogue à moindre risque » pour certains toxicomanes (« anti-chambres de la mort », selon la droite); la suppression du délai de réflexion de 7 jours avant la réalisation d'une IVG; la mise en place d'une procédure collective de demandes de réparations pour les patients victimes de dommages dus à leurs traitements. Restent des mesures dont l'applicabilité et l'efficacité sont contestées, par exemple la pénalisation, sous couvert de lutte contre l'alcoolisation excessive des jeunes, de l'« incitation d'un mineur » à la consommation excessive d'alcool. Ou la pénalisation de l'incitation à la maigreur sur Internet et du recours à des « mannequins dénutris » dans des campagnes de pub. On est toujours en attente d'une grande loi éducative sur les addictions et les conduites à risques, qui nécessiterait d'entrer dans une logique nouvelle (alternative à la multiplication irréaliste des

interdits de toutes sortes) et... de mobiliser des moyens (lire plus loin). Enfin, l'instauration du « paquet neutre » pour le tabac, qui consiste à rendre l'emballage des cigarettes moins attractif, et l'interdiction du vapotage sur les lieux de travail fermés, dans les établissements scolaires, les trains, les bus et les avions ont aussi été adoptés.

● **Austérité (suite).** Michel Sapin, ministre des Finances, vient d'annoncer de nouvelles mesures d'austérité, destinées à tenir les engagements du gouvernement envers l'Union européenne sur la baisse des dépenses. Deux milliards d'euros d'économies devront être réalisés, tandis que 2 autres milliards de recettes seront recherchés. La Sécu devra notamment « faire un effort » d'un milliard (ce qui sans doute aidera à la mise en œuvre de la loi évoquée ci-dessus...). Et le ministre des finances d'annoncer qu'un nouvel effort de 5 milliards sera nécessaire en 2016. On se rebelle d'ici là ?



● **Sur le Net.** Le collectif unitaire national a été créé en janvier 2015. En lien avec les mobilisations sociales en Grèce et dans d'autres pays en Europe ainsi qu'avec l'action de l'actuel gouvernement grec, le comité organise des initiatives de solidarité avec le peuple grec, mène la bataille des idées et travaille ainsi à changer les rapports de force en France et en Europe. Le collectif a maintenant un site tout neuf ici : <http://aveclesgrecs.com/>.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

